

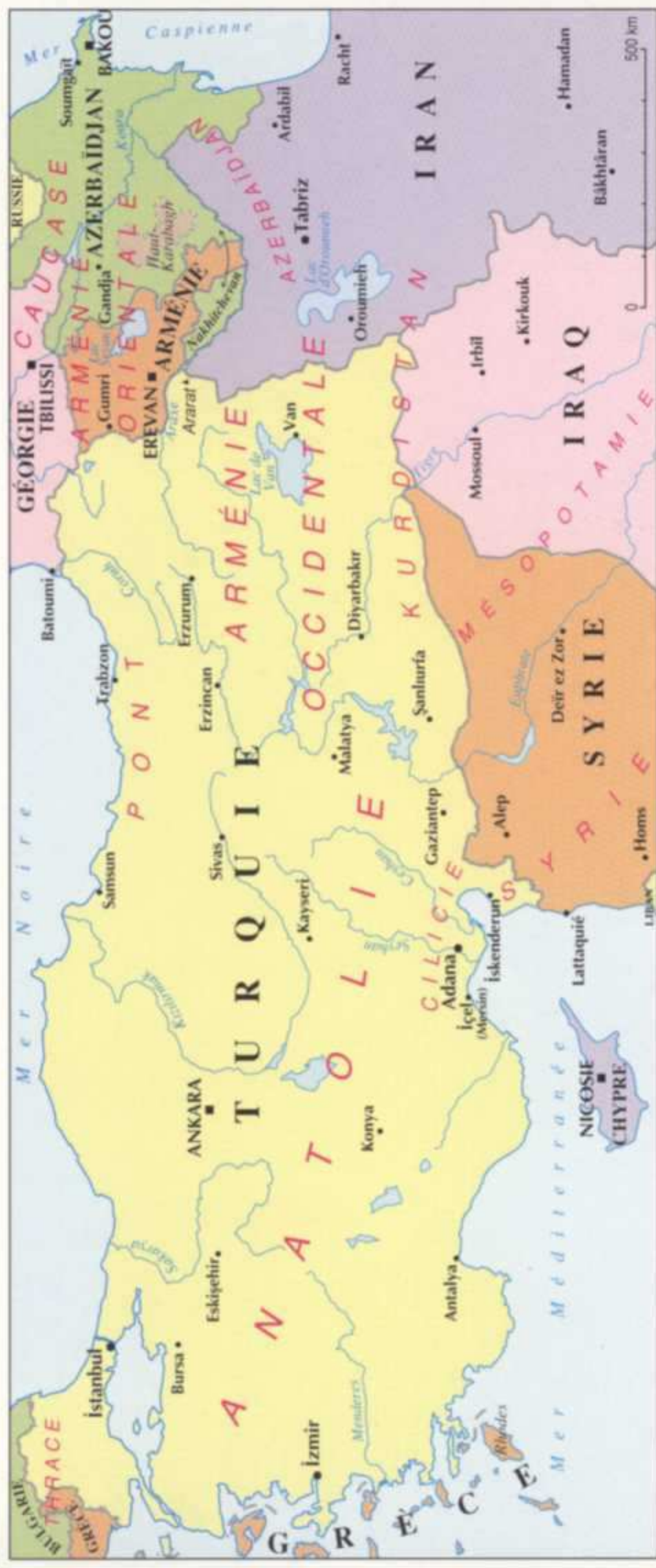


UN APERÇU SUR LE GENOCIDE DES ARMENIENS

Claude MUTAFIAN

Comité pour la Commémoration du 24 Avril 1915

RÉGIONS HISTORIQUES ET DIVISIONS POLITIQUES ACTUELLES DU PROCHE-ORIENT



UN APERÇU SUR LE GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS

Claude MUTAFIAN

Comité pour la Commémoration du 24 Avril 1915

*Brochure éditée par le Comité pour la Commémoration du 24 Avril 1915.
Regroupement des partis politiques et des associations de la Communauté
arménienne de Paris, sous le haut patronage de l'Eglise arménienne, créé à
l'occasion du 80e anniversaire du Génocide.
Siège: 15, rue Jean Goujon, 75008 Paris*

*Documents photographiques: Informations- und Dokumentationszentrum
Armenien, Berlin et Claude Mutafian, Paris.*

TABLE DES MATIÈRES

L'Arménie	5
Les Arméniens dans l'Empire ottoman	5
1894-96. Première étape : les massacres en masse	7
Le panturquisme.....	8
1909. Seconde étape : les "vêpres ciliciennes"	9
1914. L'entrée en guerre.....	10
1915-17. Le génocide parfait	14
1920-22. Dernière étape : le parachèvement.....	15
Les procès	17
Lepsius et les documents allemands	18
Morgenthau et les témoignages américains	19
Bryce et le "Livre Bleu" britannique.....	21
Les responsabilités	21
Le facteur religieux	22
Le négationnisme turc.....	23
Pourquoi nier ?	26
Et les autres Etats ?	28
Propos d'avenir.....	29
Bibliographie.....	31

En Asie Mineure, les Arméniens étaient présents depuis des millénaires et leur nombre à la fin du XIXe siècle était d'environ deux millions. En un quart de siècle, ils ont pratiquement disparu. Cataclysme naturel ? Epidémie ? Non, la réponse tient en un mot, défini par l'ONU en 1948 : génocide. Une volonté systématique et planifiée de la part des dirigeants turcs, traduite par des massacres en masse ou sporadiques et couronnée en 1915 par le premier génocide du XXe siècle. Deux questions se posent immédiatement. Pourquoi ? Comment ? Bien vite, une troisième s'y ajoute : comment expliquer qu'à la fin du XXe siècle cette tragédie qui a rayé sur une carte le nom d'un peuple entier ne soit pas encore enregistrée par l'Histoire ? C'est à ces trois questions que le texte qui suit essaie de répondre.

L'Arménie

Géographiquement, l'Arménie est un territoire situé entre l'Euphrate et le Caucase, autour des lacs de Van et Sevan. Cette région de hauts-plateaux, creusée de profondes vallées, a constitué depuis des millénaires le foyer du peuple arménien. Soudés par leur culture, leur langue - un rameau indo-européen isolé -, et leur religion - une branche du christianisme, autocéphale depuis le VI^e s. -, les Arméniens ont pu traverser les siècles malgré de longues périodes de dépendance ou de partage entre empires rivaux. Le dernier royaume sur le sol historique remonte au XI^e s., il fut suivi par la création d'un florissant royaume arménien en Cilicie (face à l'île de Chypre) qui succomba en 1375. Il n'y eut plus aucune structure étatique indépendante jusqu'en 1918.

Le peuple arménien se vit divisé durant des siècles entre les Empires ottoman et perse. Au début du XIX^e s., les armées russes franchirent le Caucase et conquièrent la majeure partie de l'Arménie perse: dès lors la présence arménienne se partagea essentiellement entre la Russie et l'Empire ottoman, avec une partie plus faible en Iran.

Dans l'Empire russe, l'Arménie dite orientale s'étendait sur la rive gauche de l'Araxe, mais le centre intellectuel le plus actif était Tiflis et de fortes colonies étaient implantées au Caucase du Nord, en Crimée et jusqu'à Moscou. Les conditions de vie et de développement suivaient les aléas de la politique tsariste.

Les Arméniens dans l'Empire ottoman

La majorité des Arméniens se trouvait dans l'Empire ottoman, essentiellement à l'est de l'Euphrate (Arménie occidentale) et dans l'angle nord-est de la Méditerranée (Cilicie), avec en plus d'importantes communautés dispersées sur tout le territoire, en particulier à Constantinople où le patriarche était le représentant devant les autorités. Tant que le sultanat se sentait fort, la protection des minorités était à peu

près assurée, moyennant un statut d'infériorité et quelques brimades. La déclaration d'indépendance de la Grèce en 1821 marqua le début du démembrement. La décadence s'accéléra, et l'"homme malade de l'Europe" ne dut sa survie qu'à la rivalité entre les Puissances européennes, chacune ayant peur qu'à sa chute il ne tombe dans l'escarcelle d'un autre. De plus, Français et Anglais voyaient dans le sultanat un rempart à fortifier contre les ambitions russes (d'où la guerre de Crimée). Aucun Etat n'est plus cruel qu'un grand empire à l'agonie : les Arméniens allaient le vérifier à leurs dépens, d'autant plus que le XIXe s. a correspondu à un extraordinaire réveil culturel. Sous l'impulsion d'une nouvelle élite, ils commencèrent alors à échafauder des programmes d'émancipation dans le cadre de l'Empire.

A l'accession du sultan Abdul-Hamid, en 1876, l'Empire ottoman comptait de nombreuses minorités chrétiennes, en Europe (Serbes, Bulgares, ...) et en Asie Mineure où Grecs et Arméniens étaient les peuples autochtones. Seuls ces derniers peuplaient l'est de l'Empire, et ne disposaient nulle part d'"Etat-sanctuaire" indépendant. Pourtant, à aucun moment l'idée d'indépendance n'a été avancée, les revendications étaient fondées sur des notions d'égalité et de liberté culturelle dans le cadre de l'Empire.

Le règne d'Abdul-Hamid commença par une lourde défaite face à la Russie. Les conséquences en furent limitées, car au Congrès de Berlin (1878) le ministre anglais Disraeli poussa au maximum la tradition turcophile de la diplomatie britannique. Concernant les Arméniens, l'article 61 exigeait des réformes garantissant leur sécurité, mais leur contrôle allait être totalement inefficace. En échange, Londres avait reçu l'île de Chypre.

Dans la nouvelle division administrative de l'Empire, les Arméniens étaient surtout concentrés, outre la Cilicie, dans les "six vilayets" orientaux (Van, Bitlis, Erzeroum, Diyarbekir, Kharpout, Sivas). Leur situation se dégradait constamment, entraînant la création, à la fin du siècle, de plusieurs partis politiques concernés par les deux composantes territoriales de l'Arménie - une nouveauté. A cette même

époque, le sultan, aux prises avec des révoltes kurdes, fit d'une pierre deux coups : il organisa les Kurdes en régiments dits "hamidiés", qui allaient être le fer de lance de la répression contre les Arméniens.

1894-96. Première étape : les massacres en masse

On peut dater de 1894 le début du processus génocidaire. Cette année-là eut lieu le premier massacre systématique et planifié, dans le Sassoun, à l'ouest du lac de Van. L'année suivante, Abdul-Hamid tenta de réaliser son but : l'élimination totale des Arméniens de l'Empire ottoman.



Deux jours après le massacre du 30 octobre 1895 à Erzeroum: tranchée pour enterrer les victimes arméniennes (Photo Informations- und Dokumentationszentrum Armenien, Berlin).

Dans toutes les régions qu'ils peuplaient, de faux bruits concernant de pseudo-complots fanatisaient la population musulmane, qui se livrait alors au massacre sous l'oeil indifférent ou complice des autorités. On compte, de 1894 à 1896, entre 2 et 300.000 victimes, auxquelles il faut ajouter des dizaines de milliers de conversions forcées à l'islam et des centaines de milliers d'émigrants fuyant l'Empire : une véritable saignée.

L'engrenage était enclenché. Il allait se poursuivre inexorablement durant trois décennies et trois régimes politiques différents. Malgré les prises de position de plusieurs humanistes, l'Europe réagit assez tièdement, ce qui encouragea le "sultan rouge". Dès lors la résistance s'organisa chez les Arméniens. Parallèlement, du côté turc, certains milieux nationalistes s'inquiétaient de l'incapacité du sultan à gérer l'Empire. Le démembrement s'était accéléré dès la défaite de 1878, et les provinces européennes étaient vouées à se détacher tôt ou tard.

Le panturquisme

Dans ces conditions, la tentation était forte d'un "retour aux sources". Il ne faut pas oublier que le foyer du peuple turc est le "Touran", l'Asie Centrale, d'où une inexorable marche vers l'ouest l'a conduit à se rendre maître de l'Asie Mineure au XIe s., des Balkans au XIVe s., jusqu'à la prise de Constantinople en 1453. L'Empire ottoman fut longtemps obsédé, à l'ouest, par sa rivalité avec les puissances européennes. La perte de ses provinces balkaniques l'incitait naturellement à se tourner vers ses origines, ces peuples turcs appelés tatares, kazakhs, ouzbeks,...., tous soumis à un joug étranger (russe ou persan) et "naturellement" enclins à se reconnaître dans le seul Etat turc existant.

Cet Empire ottoman, était en fait une mosaïque formée de populations chrétiennes (peuples slaves, Grecs, Syriaques, Arméniens) et musulmanes (Turcs, Kurdes, Arabes). La doctrine de l'"ottomanisme",

qui consistait à les fondre dans une "nouvelle nationalité", resta à l'état mort-né, supplantée dès 1913, à la suite des défaites des Balkans, par la doctrine du panturquisme (ou pantouranisme), considérant la race turque comme supérieure, et prônant l'union de tous les peuples turcs, du Bosphore à la Chine. Les autres peuples devaient être soit détachés - ce qui allait arriver aux Slaves et au monde arabe -, soit expulsés - sort qui attendait les Grecs -, soit exterminés : les Arméniens qui formaient une "barrière" entre Turcs ottomans et Tatares d'Azerbaïdjan allaient être éliminés, sacrifiés sur l'autel du panturquisme.

1909. Seconde étape : les "vêpres ciliciennes"

L'exécution d'un tel programme nécessitait une organisation forte et impitoyable. Le régime faible et corrompu du "sultan rouge" ne pouvait le mener à bien. Paradoxalement, c'est sous la bannière de l'égalité entre les peuples de l'Empire qu'éclata la révolution de 1908, conduite par le "Comité Union et Progrès" (ou "Ittihad"), qui allait peu après mener à son terme le génocide. Au départ, certains Arméniens crurent aux idées libérales et émancipatrices, fondées sur le principe de la laïcité, développées par les dirigeants de l'Ittihad qui reléguèrent vite le sultan à un rôle symbolique. Dès lors, les Arméniens, comme d'ailleurs les autres minorités, obtinrent un statut tout théorique de citoyens à part entière, et la situation s'améliora dans les "six vilayets". Ils commençaient à prendre au mot les premières réformes, ce qui ne manquait pas de provoquer l'inquiétude des notables turcs traditionalistes.

C'est la Cilicie qui fut le théâtre du second massacre planifié, en avril 1909, d'abord à Adana (la plus grande ville) puis dans le reste de la province. Environ 30.000 victimes, en deux vagues de tueries, avec une évidente responsabilité de l'Ittihad dans la seconde. Les Arméniens voulurent n'y voir qu'un soubresaut de l'ancien régime agonisant, et les Puissances européennes n'avaient pas intérêt à monter l'"affaire" en épingle.

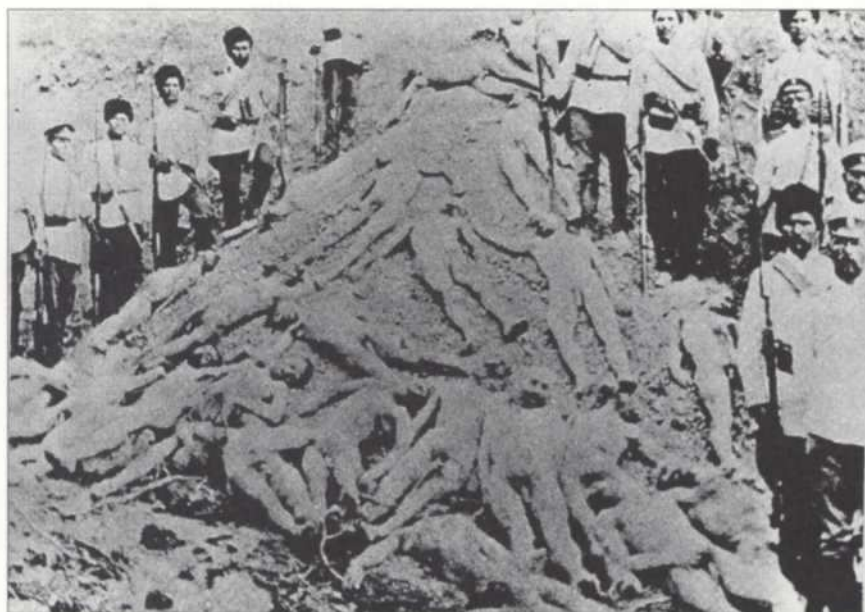
Les "Jeunes-Turcs", dirigeants de l'Ittihad, voyaient ainsi s'ouvrir de radieuses perspectives. En 1913, ils établirent une dictature militaire, dirigée par les trois hommes forts, Djemal, Enver et Talaat, futurs ministres de la Marine, de la Guerre et de l'Intérieur. A cette même époque la guerre des Balkans avait réduit à une peau de chagrin les possessions ottomanes en Europe. Le panturquisme était plus que jamais à l'ordre du jour !

1914. L'entrée en guerre

De même que le sultan avait constitué les régiments "hamidiés" comme structure parallèle, les Jeunes-Turcs mirent sur pied, après août 1914, la redoutable "Organisation spéciale", dirigée par deux médecins, Nazim et Behaeddine Chakir. Ce dernier se chargea, en vain, de convaincre le principal parti arménien, le "Tachnag", de fomenter un soulèvement anti-russe au Caucase. La guerre, en effet, avait éclaté, elle allait fournir le cadre idéal pour l'accomplissement du génocide dans son intégralité.

Depuis la fin du XIXe s., Berlin battait en brèche l'influence de Paris et de Londres dans l'Empire. Très germanophile, Enver sut convaincre les autres dirigeants turcs d'entrer en guerre aux côtés des Puissances centrales contre la France, la Grande-Bretagne et la Russie. Dès l'hiver 1914, il se lança dans une folle campagne contre la Russie dans le Caucase, qui fut un désastre total. Le bouc émissaire était tout trouvé : les Arméniens.

Il y avait alors environ 2 millions d'Arméniens dans l'Empire ottoman, et autour de 1,5 million en Russie. La guerre les trouvait donc dans les camps ennemis. Pour les seconds, se battre dans l'armée tsariste était naturel. Quant aux Arméniens ottomans, l'écrasante majorité d'entre eux accepta la conscription et s'engagea dans l'armée. Les Jeunes-Turcs n'allèrent pas en savoir aucun gré, exploitant au contraire à fond les cas de quelques volontaires passés au service de la Russie.



En 1914, des soldats russes découvrent les cadavres de militaires arméniens ottomans massacrés suivant les ordres des autorités turques (Informations- und Dokumentationszentrum Armenien, Berlin).

Dès janvier 1915, le désarmement des soldats arméniens ottomans laissait présager les événements futurs. Des massacres sporadiques devaient confirmer les craintes. L'autodéfense des Arméniens de Van, menacés par Djevded, beau-frère d'Enver, et provisoirement sauvés par l'avancée de l'armée russe, fut présentée comme une insurrection. Alors que les Français et les Anglais étaient occupés par les opérations militaires, que les Allemands et les Autrichiens étaient alliés des Turcs, les conditions étaient idéales pour mettre en application le plan de déportation et d'extermination de la population arménienne.



Une femme arménienne et ses deux enfants durant la déportation (photo de Armin Wegner, Informations- und Dokumentationszentrum Armenien, Berlin)



La marche vers la mort (photo de Armin Wegner, Informations- und Dokumentationszentrum Armenien, Berlin)).

Kharpout 1915: un enfant arménien
(photo in Jacobsen, *Journal 1907-1919*,
Informations- und
Dokumentationszentrum Armenien,
Berlin).



**Arméniens déportés, au seuil de la mort dans
un caravanseraïl d'Alep en 1916** (photo prise
par le consul allemand Hoffmann, Informations-
und Dokumentationszentrum Armenien, Berlin).



1915-17. Le génocide parfait

C'est dans la capitale même qu'eut lieu le "coup de filet" dont le début reste comme la date commémorative du génocide. A l'aube du samedi 24 avril 1915, les élites arméniennes de Constantinople furent arrêtées; le processus se poursuivit le lendemain et les jours suivants. En un mois, plus de mille intellectuels arméniens, dont des députés du Parlement (comme Krikor Zohrab, qui se considérait comme un ami intime de Talaat), furent déportés en Anatolie et massacrés en route; la nation entière s'en trouva décapitée.

Partout en Anatolie orientale, le processus obéit à un schéma inflexible. On commençait par les notables, on leur extorquait des aveux puis on les liquidait hors de l'agglomération. Suivait l'ordre général de déportation pour toute la population arménienne. Les hommes valides (hors de la tranche d'âge 20-40 ans qui correspondait aux militaires maintenant désarmés) étaient vite séparés du groupe et fusillés à quelques kilomètres de là; dans les régions éloignées, la tuerie avait même lieu sur place.

Tous ces massacres se faisaient sous le couvert d'une déportation prétendue provisoire, destinée à éloigner la population civile des zones proches du front. Les routes de déportation étaient programmées, la plaque tournante devant être Alep, en Syrie. Mais un faible pourcentage des déportés y arrivait, vu les ravages causés par les maladies, la faim, la soif auxquels s'ajoutaient en route les perpétuels sévices, rapt, viols, attaques de bandes armées et tueries. En trois mois, le gros du "travail" était fait, et fin juillet 1915 il ne restait pratiquement plus d'Arméniens (sur plus d'un million) en Anatolie orientale.

Il était temps de passer aux provinces de l'ouest, en particulier à la Cilicie. Le prétexte de la proximité du front ne pouvait plus être invoqué, mais à ce stade-là il importait peu. Depuis Alep, les survivants étaient envoyés dans les déserts de Syrie ou de Mésopotamie. Sur les bords de l'Euphrate, en Syrie, le charnier de Deir ez Zor est resté comme

le symbole du calvaire d'un peuple : en juin-juillet 1916, Talaat avait en effet donné l'ordre d'achever les derniers Arméniens encore en vie. A la fin de 1916, seuls survivaient les Arméniens de Constantinople et Smyrne, de rares îlots épargnés, et les quelque 300.000 personnes qui avaient suivi l'armée russe dans sa retraite.

Bien entendu, lorsqu'il fut connu que la déportation signifiait le massacre, les actes de résistance se multiplièrent, certains désespérés, d'autres réussis. Le plus célèbre de ces épisodes est celui des "Quarante jours du Moussa Dagh", immortalisé par le roman de Franz Werfel : l'été 1915, sur cette montagne de la côte septentrionale de la Syrie, une population de 4.000 Arméniens, des familles entières, résista plus d'un mois et demi au siège de l'armée turque et fut sauvée par l'arrivée, au large, d'un vaisseau français qui aperçut le drapeau où était inscrit : "Christians in distress : rescue" ("Chrétiens en péril : au secours").

1920-22. Dernière étape : le parachèvement

La liquidation de l'Arménie occidentale n'était pas suffisante pour les plans panturcs. Profitant de la retraite de l'armée russe consécutive à la révolution de 1917, la Turquie lança l'offensive sur l'Arménie orientale, et fut arrêtée in extremis par une extraordinaire mobilisation populaire commandée par le parti Tachnag, à Sardarapat fin mai 1918. Quelques jours plus tard, cette Arménie orientale devenait la première "République d'Arménie", et le 30 octobre 1918 l'Empire ottoman capitulait et signait l'armistice de Moudros avec les Alliés.

La reddition ottomane autorisa de vastes espoirs chez les survivants. Alors qu'à l'est la République d'Arménie se débattait au milieu d'effroyables difficultés, internes et externes, la Conférence de Paix aboutissait, le 10 août 1920, au traité de Sèvres qui établissait l'existence, sur l'est de l'ex-territoire ottoman, d'un Etat arménien et d'un Kurdistan autonome, pendant que le monde arabe était placé sous mandat franco-britannique.

Paradoxalement, ces conditions favorables allaient déboucher sur le parachèvement du génocide. Après Abdul-Hamid, après les Jeunes-Turcs en fuite, Mustafa Kemal reprenait le flambeau du nationalisme turc, dont l'une des composantes impliquait la liquidation du reste de la présence arménienne. Face au danger bolchévique, il s'assurait l'appui des Alliés. Face à l'impérialisme franco-britannique, il s'assurait l'appui bolchévique. Il pouvait ainsi ignorer le traité de Sèvres et lancer, fin septembre 1920, ses troupes à l'est sous les ordres du général Karabekir qui piaffait d'impatience. Ayant recours à la même "Organisation spéciale" de sinistre mémoire, l'armée turque massacra indistinctement toute la population arménienne des zones récemment attribuées à la République d'Arménie, forçant celle-ci à un armistice aux conditions draconiennes. La chute de Kars en particulier, au début novembre, fut suivie d'un carnage total. Pendant ce temps, le président américain Wilson rendait public - comble de dérision - son projet de frontières d'un Etat arménien de taille impressionnante.

De manière plus réaliste, Turcs et bolchéviques s'accordèrent en 1921 sur les frontières d'une petite Arménie soviétique, pendant que les Alliés se préparaient à sceller la fin de toute présence arménienne en Asie Mineure. En Cilicie sous mandat français, les survivants arméniens étaient revenus, mais en cette même année 1921 la France bradait le territoire aux nouvelles autorités turques, provoquant l'exode de la population non turque. A la suite des succès militaires turcs face aux Grecs et de l'incendie de Smyrne, qu'on peut considérer comme la dernière étape du processus de liquidation (septembre 1922), la Conférence de Lausanne annula en 1923 les accords signés à Sèvres : les notions d'Arménien et d'Arménie sont absentes de ses décisions... Ainsi fut avalisé le nettoyage ethnique magistralement réussi par les Turcs en Asie Mineure. Il n'y reste plus maintenant que quelques dizaines de milliers de Grecs et d'Arméniens, concentrés à Constantinople et sur la côte ouest. La seule épine qui reste plantée dans le talon turc est le problème kurde : il est plus difficile d'exterminer dix à quinze millions de Kurdes en temps de paix que deux millions d'Arméniens en temps de guerre...

Les procès

A la suite de la défaite ottomane, les principaux responsables du génocide s'enfuirent, surtout en Allemagne. Leur procès eut lieu en 1919 à Constantinople, organisé par les nouvelles autorités turques dirigées par le Premier ministre Damad Ferid Pacha, dont le but était de dissocier les Jeunes-Turcs, "responsables de tous les maux", et la nation turque, "manipulée donc innocente". Ce "procès des Unionistes" eut d'évidentes limites : il se tint à Constantinople alors sous contrôle des Alliés, qui d'ailleurs s'en désintéressèrent bien vite, trop occupés à suivre les progrès du kémalisme et à "se placer". Il condamna les auteurs du génocide, sans toutefois faire pratiquement aucune demande d'extradition, et les verdicts furent eux-mêmes annulés ultérieurement.

Il n'empêche que ce procès a existé, ses minutes et conclusions ont été publiées dans le supplément judiciaire du "Journal officiel" ottoman, et il a donné lieu à de nombreux témoignages, qui conservent leur valeur et décrivent tout le processus de 1915. C'est ainsi qu'un ex-député de Trébizonde donna les détails de l'embarquement pour noyade des Arméniens dans la Mer Noire et précisa *"qu'ayant porté ces tragédies à la connaissance de Talaat Bey aucune mesure ne fut prise à l'encontre du Gouverneur Général Djemal Azmi"*. Une dépêche du gouverneur d'Erzeroum confirma que les bandes d'assassins et de pillards des convois de déportés ont été *"organisées par Behaeddine Chakir Bey, membre du siège central du Comité Union et Progrès"*. Il y a là toute une série de témoignages précis et concordants dus à des officiels ottomans et consignés dans l'acte d'accusation du 12 avril 1919.

Il y eut aussi quelques procès plus ciblés. Pour Yozgat, le jugement fait état d'un document qui *"ne laisse aucun doute ou ambiguïté quant aux instructions données de massacrer les personnes faisant partie du convoi"*; le sous-gouverneur Kemal de Yozgat fut d'ailleurs le seul responsable effectivement exécuté. Dans le procès de Trébizonde, on lit que le gouverneur *"a pris les mesures nécessaires pour le massacre et la destruction des Arméniens, selon ses directives"*

secrètes", et l'organisation des noyades de femmes et enfants y est décrite. Le procès de Kharpout jugea par contumace Behaeddine Chakir lui-même et décrivit le rôle de la sinistre "Organisation spéciale"; les télégrammes chiffrés de Behaeddine qui y furent exhibés sont on ne peut plus explicites sur les plans d'extermination.

Un dernier procès "à chaud" est lui aussi significatif. Devant la carence des autorités, turques ou alliées, à appliquer les sentences, le parti Tachnag forma une organisation de justiciers arméniens qui prirent le relais. Furent exécutés, entre autres, Behaeddine Chakir, Djemal Azmi (le "boucher de Trébizonde"), Djemal Pacha (du triumvirat jeune-turc) et surtout Talaat lui-même, abattu en pleine rue, à Berlin, le 15 mars 1921 par Soghomon Tehlirian. Au cours du procès qui s'ensuivit à Berlin, les témoignages étaient tellement accablants que le tribunal acquitta purement et simplement Tehlirian, qui avait pourtant tué un officier allié de l'Allemagne et réfugié sur le sol allemand.

Lepsius et les documents allemands

L'un des principaux témoins au procès Tehlirian était un pasteur allemand, Johannes Lepsius, qui avait déjà parcouru en 1896 les provinces ravagées par les massacres de 1894-96. Il avait alors publié un livre, attribuant ceux-ci à des mesures visant à rendre inexécutables les réformes demandées par les Puissances. Il y stigmatisait la politique de ces dernières et prédisait la reprise des *"troubles d'Arménie"*.

En juillet 1915, Lepsius revint à Constantinople. Bien qu'alliée de l'Empire ottoman, l'Allemagne le laissa faire son enquête, afin d'avoir le cas échéant un moyen de se disculper de l'accusation de complicité. Lepsius publia dès 1916 son "Rapport secret sur les massacres d'Arménie", puis en 1919 son recueil d'actes diplomatiques "L'Allemagne et l'Arménie, 1914-1918". Les documents cités, relatifs soit au personnel de l'ambassade allemande soit aux consuls en place à des endroits stratégiques comme Adana, Alep ou Erzeroum, forment un ensemble accablant et irréfutable.

On y lit ainsi les lettres envoyées à son chancelier par l'ambassadeur allemand Wangenheim. Connu pour sa turcophilie et désireux autant que possible de ménager ses alliés turcs, il dut pourtant lui-même reconnaître, dès le 17 juin 1915 : *"Il est évident que la déportation des Arméniens n'est pas motivée par les seules considérations militaires"*. Le 7 juillet, il précisait : *"La manière dont s'effectue la déportation démontre que le gouvernement poursuit réellement le but d'exterminer la race arménienne dans l'Empire ottoman"*. Le 2 août, son remplaçant Hohenlohe dénonçait *"la détermination du gouvernement de se débarrasser des chrétiens indigènes des provinces orientales"*. Les rapports des consuls, témoins directs, sont encore plus détaillés.

En fait, tous les Allemands présents dans l'Empire savaient ce qui se passait. Certains, comme le journaliste Harry Stürmer, furent outrés devant la non-intervention de leur pays : *"Je dis que cet acte fut commis avec le lâche consentement du gouvernement allemand en pleine connaissance des faits"*. D'autres, comme le général Liman von Sanders, restèrent dans le cadre de leur fonction; néanmoins, celui-ci sauva de la déportation les Arméniens de Smyrne en avertissant le gouverneur turc : *"Si l'on touchait à un seul Arménien, je faisais abattre ses gendarmes par mes soldats"*. Son interprète, Heinrich Vierbücher, a laissé, lui, un témoignage accablant. Quant à Armin Wegner, officier de la Croix-Rouge allemande, il rapporta une série de photographies qui glaçant d'horreur (voir p. 12).

Morgenthau et les témoignages américains

Les Etats-Unis ne sont entrés en guerre contre les Puissances centrales qu'au printemps 1917, ils avaient jusque-là des représentants diplomatiques dans l'Empire ottoman. Leur ambassadeur Morgenthau a laissé des "Mémoires", où il rapporte ses efforts désespérés pour arrêter le processus : son pays étant neutre dans le conflit, il n'avait pas à ménager les autorités dans cette "affaire interne". Talaat lui confirma que

les déportations étaient *"le résultat de longues et sérieuses délibérations"*, ce qui était précisé dans une réponse à un journaliste allemand : *"On nous a reproché de n'avoir pas fait parmi les Arméniens de différence entre les innocents et les coupables : c'est absolument impossible, car les innocents d'aujourd'hui seront peut-être les coupables de demain"*. Plus tard, Talaat confirma à l'ambassadeur : *"Nous avons déjà liquidé la situation des trois quarts des Arméniens (...). Il nous faut en finir avec eux, sinon nous devons craindre leur vengeance (...). Nous ne voulons plus voir d'Arméniens en Anatolie, ils peuvent vivre dans le désert, mais nulle part ailleurs"*. Les entretiens de Morgenthau avec Enver sont tout à fait concordants.

Le fait que Morgenthau ne cache pas ses sympathies pour les persécutés n'enlève rien à la valeur de son témoignage. Plus percutant encore, s'il est possible, est le rapport du consul américain à Kharpout, récemment retrouvé dans les Archives du Département d'Etat et publié sous le titre *"La province abattoir"*. Située au centre de l'Asie Mineure, Kharpout était un des noeuds essentiels du réseau de déportation, et Leslie Davis y fut consul américain à partir du printemps 1914, seul diplomate neutre en pleine Anatolie. Contrairement à son ambassadeur, Davis a plutôt de l'antipathie vis-à-vis des Arméniens. Les descriptions de son rapport n'en sont que plus décisives. Les dizaines de milliers de cadavres entassés près du lac voisin traduisent bien le rôle d'abattoir où les déportés étaient conduits comme des bestiaux, depuis la Mer Noire essentiellement.

Dès le 30 juin 1915, Davis écrivit à Morgenthau, au sujet de la déportation, qu'elle *"signifie une mort progressive et peut-être plus horrible pour presque tous. Je ne crois pas qu'il puisse en survivre un sur cent, peut-être même pas un sur mille"*. Le 11 juillet : *"On les a simplement arrêtés et tués dans le cadre d'un plan général d'extermination de la race arménienne"*. Et encore, le 24 juillet : *"Ce n'est pas un secret que le plan prévu consistait à détruire la race arménienne en tant que race"*. Les photographies prises par Davis ont elles aussi été retrouvées.

Bryce et le "Livre Bleu" britannique

Comme Lepsius, le diplomate anglais James Bryce connaissait depuis longtemps le problème arménien. Il avait dénoncé en son temps les massacres de 1895-96, sans cacher la responsabilité britannique dans la dégradation de la situation des Arméniens. Le 6 octobre 1915, dans un retentissant discours à la Chambre des Lords, il révéla le massacre d'"environ 800.000" Arméniens à la suite d'un plan prémédité. L'année suivante, il présenta à son Secrétaire d'Etat le "Livre Bleu", recueil de 150 documents provenant de témoins neutres, autochtones, ou allemands comme Niepage, professeur à Alep qui avait complété son rapport par des photographies de *"monceaux de cadavres au milieu desquels se traînaient des enfants encore en vie"*.

La préface de cet important recueil, couvrant toute l'Arménie ottomane, était l'oeuvre d'un jeune historien, Arnold Toynbee, qui publia lui-même des études sur ces événements.

Les responsabilités

Côté turc, la responsabilité majeure incombe tout d'abord, évidemment, à Abdul-Hamid, aux dirigeants Jeunes-Turcs (surtout), à Mustafa Kemal et au général Karabekir. Mais on ne peut ignorer que les Turcs et les Kurdes ont massivement, et souvent avec excès de zèle, "mis la main à la pâte".

Les Allemands étaient alliés des Turcs, comme d'ailleurs les Austro-Hongrois. Il est probable que plus de fermeté de leur part aurait eu un certain effet, mais il ne faut pas sous-estimer la détermination implacable des Jeunes-Turcs. On doit également signaler l'attitude courageuse de certains consuls et missionnaires allemands, et rappeler le rôle essentiel joué par Lepsius, même si l'une de ses motivations était de dédouaner sa patrie.

La responsabilité allemande est certes considérable, mais elle a été utilisée comme un bon prétexte par les Alliés pour "se laver les mains". La vague d'anti-germanisme qui a suivi la Grande Guerre en arrive presque à innocenter les Turcs, prétendument manipulés par les Allemands ! Il convient de faire la part des choses : si la France et la Grande-Bretagne ne pouvaient pas grand chose pendant la guerre, elles avaient contribué à l'état de l'Empire ottoman qui a créé le terrain favorable, et surtout - conjointement avec les Etats-Unis - elles ont mené une politique d'abandon face à la Turquie kémaliste : le reniement du traité de Sèvres qu'ils avaient signé, le refus du protectorat par le Congrès américain, l'abandon de la Cilicie, autant de décisions qui ont favorisé la liquidation totale des Arméniens.

Le facteur religieux

L'entrée en guerre de l'Empire ottoman fut proclamée comme un appel à la Guerre Sainte ("djidhad"), ce qui est d'autant plus paradoxal que les alliés de Constantinople étaient chrétiens et que parmi ses ennemis l'Empire britannique était une grande puissance musulmane. Pour le génocide, l'argument du "djidhad" fut utilisé quand il le fallait, mais il est faux de représenter cette tragédie comme un affrontement religieux. La motivation profonde des Jeunes-Turcs n'était pas de se débarrasser des chrétiens, mais des Arméniens. Certes, les Grecs furent aussi expulsés plus tard, mais dans un autre contexte, kémaliste et non pas panturquiste. Il y a un facteur territorial qui s'applique spécifiquement aux Arméniens.

D'ailleurs, si le problème avait été religieux, comment expliquer la bienveillance quasi générale dont a fait preuve la population arabe de l'Empire ottoman (elle aussi méprisée par les Turcs). La nation arménienne doit en partie sa survie à cet accueil et à son insertion dans les futurs Etats arabes du Proche-Orient. La Syrie n'a élevé aucune objection à l'érection du mémorial de Deir ez Zor, qui perpétue pourtant le souvenir d'un génocide de chrétiens par des musulmans, et la nombreuse communauté arménienne d'Alep, issue des rescapés du génocide, témoigne de la coexistence arméno-arabe. Quant aux

Arméniens du Liban, ils sont partie prenante dans bien des domaines de la vie politique, et abritent le siège d'un grand nombre d'institutions diasporiques. Il n'est pas superflu de citer les paroles d'Enver en 1916 : *"L'Empire doit être nettoyé des Arméniens et des Libanais. Nous avons détruit les premiers par le glaive, nous détruirons les seconds par la faim"*.

Quant à l'Iran, maintenant considéré comme un Etat intégriste, les Arméniens n'y ont pratiquement jamais été inquiétés en tant que tels, même si la rigueur islamiste leur rend la vie difficile aujourd'hui.

On a souvent prétendu que les Arméniens qui embrassaient l'islam avaient la vie sauve. C'est faux, et contradictoire avec les buts poursuivis par les Jeunes-Turcs. Ce qui est vrai, c'est que certains enfants en bas âge ont été pris par des familles turques ou kurdes, islamisés et utilisés comme main-d'oeuvre. De même, beaucoup de femmes, surtout les plus jolies jeunes filles, ont été enlevées et se sont retrouvées dans des harems. Tout cela était également planifié, comme il ressort d'un document confidentiel, appelé "Les Dix Commandements" par les autorités britanniques qui l'ont découvert au début de 1919; c'est un texte élaboré au début de la Guerre par les Jeunes-Turcs, et dont le point 5 dit : *"Appliquer les mesures propres à exterminer tous les hommes de moins de cinquante ans, les prêtres et les enseignants, et épargner les filles et les enfants en vue de leur islamisation"*.

Le négationnisme turc

Aux "sources classiques" précédemment mentionnées, il convient d'ajouter les innombrables documents d'archives récemment dépouillés, et les fameux télégrammes publiés par Aram Andonian, le plus célèbre étant adressé par Talaat à la préfecture d'Alep le 29 septembre 1915 : *"Il a été précédemment communiqué que le gouvernement (...) a décidé d'exterminer entièrement tous les Arméniens habitant en Turquie (...). Sans égard pour les femmes, les enfants et les infirmes, quelque tragiques que puissent être les moyens de*

l'extermination (...) il faut mettre fin à leur existence". Ces télégrammes sont bien entendu considérés comme faux par les Turcs, mais leur authenticité a été sérieusement étudiée et récemment bien établie.

En fait, les preuves sont telles que tout le monde, y compris les négationnistes, y compris les Turcs, sait parfaitement ce qui s'est passé. Personne au monde n'ignore qu'il s'agit là d'un génocide au sens exact du terme, tel qu'il a été défini par l'ONU en 1948.

Dans ces conditions, pour nier il faut soit mettre en doute les documents, soit les falsifier, soit énoncer des affirmations sans aucune preuve. C'est ainsi que les photographies deviennent celles de "Turcs massacrés par les Arméniens", que les Mémoires de Morgenthau sont traitées de "faux", que Lepsius se voit nier tout caractère sérieux...

L'engrenage de la négation va loin. Résumons-le. Les Arméniens ottomans, jusque-là fidèles au pouvoir, auraient été manipulés de l'extérieur, en particulier par les Russes, et seraient donc devenus une cinquième colonne de l'ennemi, qu'il aurait fallu déplacer pour raisons de sécurité. Ils auraient tué beaucoup de Turcs, auraient été déportés en prenant le maximum de précautions; il y aurait certes eu parfois certains excès, compréhensibles en temps de guerre. Il serait donc vrai que certains Arméniens ont péri au cours de cette déportation, mais bien plus de Turcs sont morts à cause des conditions déplorables.

L'absurdité de telles affirmations saute aux yeux. Pourquoi avoir donné des ordres de confiscation des biens si les déportés devaient retourner ? Pourquoi s'en être pris aux Arméniens des zones éloignées du front russe, jusqu'en Thrace ?

Continuons. Profitant de la défaite ottomane et de leurs groupes de pression à l'étranger, les Arméniens auraient voulu créer un Etat à l'est de la Turquie, qui aurait été ainsi contrainte de mener contre eux une guerre de libération.

Pourquoi les Arméniens, présents sur ces terres depuis plusieurs millénaires, n'auraient-ils pas eu droit à un Etat alors que les Turcs s'y

étaient installés depuis moins d'un millénaire et étaient à peine présents dans les "six vilayets" : les Arabes ottomans ont bien obtenu des Etats sur leurs territoires ! Comment une "guerre de libération" s'est-elle transformée en un nouveau massacre général de population civile ?

Il faut alors remonter plus loin, et refaire l'histoire. C'était le but de Kemal en créant, au début des années 30, la "Société turque d'Histoire", chargée de vulgariser la "thèse turque de l'histoire" qui soutient que les Turcs ont de tout temps été les habitants indigènes de l'Anatolie. On remonte alors... aux Hittites qui (bien qu'indo-européens) auraient été les ancêtres des Turcs actuels, les Arméniens n'étant qu'une vague peuplade venue plus tard, sans territoire et sans passé. Déjà, commentant une note du bolchévique Tchitchérine (3 juin 1920) qui posait le retour des réfugiés arméniens comme condition du traité soviéto-kémaliste, Karabekir affirmait cyniquement : *"En Turquie, il n'y a jamais eu ni Arménie ni territoire habité par les Arméniens"*. Le 13 août, la délégation turque à Moscou répond au même Tchitchérine : *"Il n'y a jamais eu aucune province arménienne en Turquie"*.

C'est pourquoi, après avoir réussi à éliminer la présence physique des Arméniens, les Turcs doivent éradiquer leur souvenir - sauf à Constantinople où vivent encore quelque 50.000 Arméniens. Il s'agit d'un véritable "génocide blanc", auquel malheureusement se prêtent trop souvent les instances internationales : c'est ainsi qu'une exposition qui s'est tenue à Constantinople en été 1983 sous l'égide du Conseil de l'Europe et sous le titre "Les civilisations anatoliennes" ne signalait même pas les Arméniens (comme le traité de Lausanne...); le volume consacré au Moyen Age montrait sur la carte un énorme vide, là où fleurirent les royaumes de Cilicie, de Van ou d'Ani. Située à la frontière turco-arménienne actuelle, la ville d'Ani fut longtemps le joyau de l'Arménie médiévale. Byzance l'occupa durant 19 ans, mais les guides turcs qui font visiter ses merveilleuses ruines parlent simplement d'une ville byzantine avant d'être turque : plusieurs siècles de florissant passé arménien supprimés !

Si le discours reste le même, la tactique a évolué. Les Turcs se sont rendu compte que les pamphlets ou soi-disant études publiés par des auteurs turcs manquaient d'efficacité. En une seconde étape, ils sont passés par l'intermédiaire de prête-noms européens inconnus (Moser, Maleville,...). C'était encore peu convaincant. Ils ont alors réussi à se créer une cour d'historiens occidentaux, connus et reconnus, qui "roulent" pour ces thèses turques sans peut-être se rendre compte qu'ils dégradent ainsi leur image scientifique : citons Heath Lowry, Justin Mc Carthy, Stanford Shaw, et le plus célèbre d'entre eux, Bernard Lewis. Tous ces historiens savent tout, bien sûr, mais ils ont choisi de mentir !

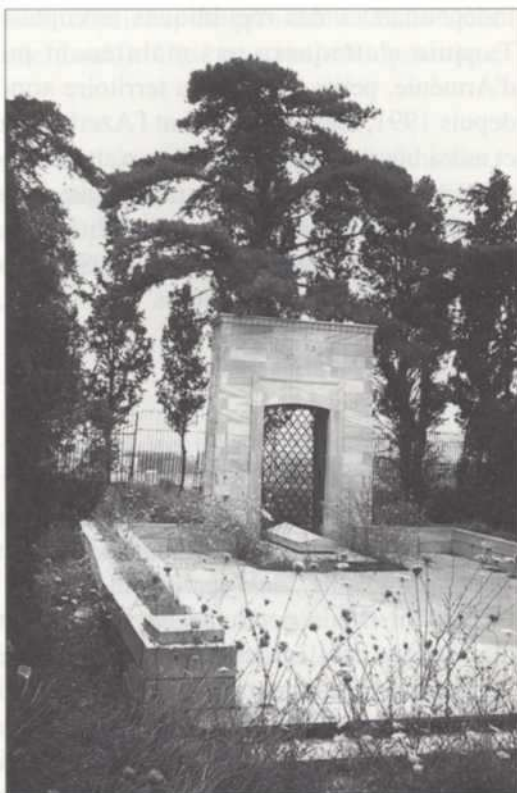
Pourquoi nier ?

Du fait que les Turcs actuels ne sont plus ceux qui ont conçu ou réalisé le génocide, on peut se demander : pourquoi cet acharnement à nier ? Ne serait-il pas plus simple de tourner la page en reconnaissant ce que d'autres ont fait ? Une démarche qui semblerait d'autant plus logique qu'elle paraît sans risques, les Turcs étant parvenus à leur fin : hors de Constantinople, il n'y a pratiquement plus d'Arméniens.

En fait, les choses ne sont pas si simples. Tout d'abord, une telle reconnaissance supposerait un retournement total dans la lente et fragile construction historiographique turque, qui devrait alors être détruite du jour au lendemain pour laisser place à la vérité. Ce qui "n'a pas existé" redeviendrait un élément du passé anatolien... Les Turcs craindraient-ils qu'un jour se pose alors le problème d'éventuelles demandes de réparations territoriales, économiques ou autres ?

En second lieu, la reconnaissance - donc la condamnation - du génocide mettrait en cause trois régimes turcs successifs. A la rigueur, on pourrait concevoir de mettre à mal la mémoire du "sultan rouge". Mais les Jeunes-Turcs, eux, ont pignon sur rue, en particulier le principal responsable, Talaat Pacha, qui possède un boulevard à son nom dans la capitale, Ankara, et une avenue à Edirne, l'ex-Andrinople; c'est par cette "avenue Talaat Pacha" qu'on entre de Bulgarie en Turquie. De manière plus scandaleuse, ce même Talaat repose sous un grand mausolée, sur la

Le mausolée de Talaat pacha, responsable n° 1 du génocide de 1915, sur la "colline des martyrs", à Constantinople (Photo C. Mutafian)



"colline des martyrs", à Constantinople ! Quant au troisième régime politique, c'est la République turque fondée par Kemal, encore plus intouchable. Or le "père des Turcs" (Atatürk) a bel et bien parachevé l'extermination. Contrairement à une idée reçue, des survivants sont revenus dans leur foyer après 1918, et la présence arménienne était encore consistante en Asie Mineure jusqu'en 1922. Le dernier exode, pour ceux qui sont passés à travers toutes les étapes du processus, suivit l'incendie de Smyrne. On sait qu'en Turquie, mettre en cause Atatürk est inimaginable, et même puni par la loi.

Enfin, il ne faut pas oublier que les rêves panturquistes existent toujours, et sont même de plus en plus à l'ordre du jour depuis les

indépendances des républiques turcophones de l'ex-URSS. Certes, la Turquie n'attaquera pas maintenant militairement la République d'Arménie, petite fraction du territoire arménien historique indépendante depuis 1991, mais elle soutient l'Azerbaïdjan dans la guerre du Karabagh, et aussi bien Ankara que Bakou n'attendent qu'une occasion pour liquider définitivement cette petite république et réaliser ainsi la continuité du monde turc. Il est clair que les dirigeants turcs en rêvent. On l'a vu récemment avec les progroms de Soumgaït et Kirovabad (1988) puis Bakou (1990) perpétrés par les Turcs azéris, qui ont réveillé le spectre de 1915.

Et les autres Etats ?

Les raisons pour lesquelles la Turquie ne reconnaît pas ce "crime contre l'humanité" ne s'appliquent pas aux autres Etats, en particulier à l'Occident. Mais personne ne veut mécontenter la Turquie, qui joue maintenant habilement de son rôle de pseudo-"bastion laïque" face à l'intégrisme musulman comme elle a joué hier le rôle de "rempart face au communisme". En fait, pour presque tout le monde, l'idéal serait que le génocide des Arméniens tombe dans l'oubli. Le temps travaillait bien en ce sens durant un demi-siècle, mais les manifestations-surprises de 1965 en URSS marquèrent le réveil, suivies par les attentats de l'ASALA et des "Justiciers du génocide" dix ans plus tard.

Tout en étant parfaitement conscients qu'il s'agit là du premier génocide du XXe siècle, les Etats qui pourraient influencer sur la Turquie restent encore très en retrait : à ce jour, seul l'Uruguay, dans le monde occidental, l'a officiellement reconnu. Dans les organismes internationaux aussi la Turquie reste vigilante. La qualification de "génocide" n'y a pas encore cours pour 1915, sauf dans deux résolutions: à la sous-commission des Droits de l'Homme de l'ONU le 29 août 1985 et au Parlement européen le 18 juin 1987. On peut tout juste ajouter de

vagues déclarations plus ou moins officielles de présidents (Etats-Unis, France) ou de parlements (Russie, Israël). C'est peu, mais la dynamique est en marche.

A l'heure où on dénonce les "nettoyages ethniques" dans l'ex-Yougoslavie, il est pour le moins paradoxal que celui réalisé au nord de Chypre depuis vingt ans ne provoque pas d'états d'âme. Il est vrai que, là, les auteurs ont de l'expérience et de l'efficacité à revendre.

Propos d'avenir

A l'heure actuelle, on compte environ 3,5 millions d'Arméniens en République d'Arménie, dont beaucoup sont des descendants de réfugiés d'Arménie occidentale. Ajoutons-y les quelque 150.000 qui peuplent le Karabagh, environ 1 million dans l'ex-URSS et les 2 millions qui forment ce qu'on appelle la diaspora (Etats-Unis, France, Proche-Orient,...) et qui sont les héritiers des rescapés du génocide. Pendant longtemps, on s'est trop complu dans les tragiques récits de survivants, plus poignants les uns que les autres. Archiver ces récits est très important, mais à l'heure actuelle le combat doit être plus scientifique. Il est essentiel d'éviter les jugements de valeur ou les propos racistes anti-turcs, qui ne font que du tort : opposer les Arméniens, soi-disant "européens, chrétiens, civilisés", aux Turcs, qualifiés de "barbares", c'est donner des armes à ceux-ci, qui ont beau jeu de rappeler les atrocités des guerres coloniales menées par les Européens.

La récente condamnation à la prison d'une courageuse éditrice de Turquie pour avoir publié la traduction du livre d'Yves Ternon sur le génocide montre que les autorités turques ont peu évolué. Mais un tel acte de courage n'était pas même envisageable dix ans plus tôt. Même en Turquie les choses bougent, justement depuis qu'une nouvelle génération d'historiens, arméniens ou non, s'est consacrée à l'étude scientifique des archives et documents.

Le problème n'est pas tant de convaincre Turcs ou autres, car quiconque s'est un tant soit peu occupé du problème sait qu'il y a eu génocide. Il s'agit d'amener la Turquie au point où la persistance dans le négationnisme lui procurerait plus d'inconvénients que d'avantages. En d'autres termes, le contexte international doit être tel que la pression dépasse le seuil critique. Les ambitions européennes d'Ankara créent précisément un tel contexte: l'Europe devrait déceimment inclure la reconnaissance du génocide de 1915 parmi les conditions à imposer à la Turquie pour son entrée dans la Communauté. On n'en est pas là, mais les esprits mûrissent, et on assistera bien un jour à la destruction du mausolée de Talaat, qui nargue l'humanité tout entière depuis les hauteurs de la reine du Bosphore. Ce serait un premier pas vers la reconnaissance. Tant que ce but ne sera pas atteint, le combat devra se poursuivre.

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie sur le génocide des Arméniens est maintenant extrêmement abondante. On se contentera donc de mentionner les ouvrages d'Yves Ternon qui se lisent bien et font le point sur la question.

- *Les Arméniens, Histoire d'un génocide*, Le Seuil, 1977.
- *La cause arménienne*, Le Seuil, 1983.
- *Enquête sur la négation d'un génocide*, Parenthèses, 1989.
- *Le génocide des Arméniens* (avec G. Chaliand), Complexe, 1991.
- Revue *L'Histoire*, avril 1995.

ainsi que la session du "Tribunal permanent des peuples" :

- *Le crime de silence*, Flammarion, 1984.

Tous offrent une bibliographie à jour.

Editions SEVIG PRESS SA
6, rue Bellart - F-75015 Paris
Tél. (1) 42 73 28 37 - Fax: (1) 42 73 20 95

ISBN 2-909002-03-9

Achévé d'imprimer
sur les presses de l'imprimerie Borel, Paris
Dépôt légal premier trimestre 1995

En Asie Mineure, les Arméniens étaient présents depuis des millénaires et leur nombre à la fin du XIXe siècle était d'environ deux millions. En un quart de siècle, ils ont pratiquement disparu. Cataclysme naturel ? Epidémie ? Non, la réponse tient en un mot, défini par l'ONU en 1948 : génocide. Une volonté systématique et planifiée de la part des dirigeants turcs, traduite par des massacres en masse ou sporadiques et couronnée en 1915 par le premier génocide du XXe siècle. Deux questions se posent immédiatement. Pourquoi ? Comment ? Bien vite, une troisième s'y ajoute : comment expliquer qu'à la fin du XXe siècle cette tragédie qui a rayé sur une carte le nom d'un peuple entier ne soit pas encore enregistrée par l'Histoire ? C'est à ces trois questions que ce texte essaie de répondre.